



24.033

**Stromversorgungsgesetz
(Stromreserve).
Änderung**

**Loi sur l'approvisionnement
en électricité
(Réserve d'électricité).
Modification**

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.12.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.24 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 18.12.24 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.12.24 (DRINGLICHKEITSKLAUSEL - CLAUSE D'URGENCE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.12.24 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.12.24 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.03.25 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 18.06.25 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 20.06.25 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

**1. Bundesgesetz über die Stromversorgung (Stromreserve)
1. Loi sur l'approvisionnement en électricité (Réserve d'électricité)**

Art. 8c Abs. 1; 8l Abs. 6 Bst. a Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 8c al. 1; 8l al. 6 let. a ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des États

Art. 8nbis

Antrag der Kommission

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 4

Festhalten

Art. 8nbis

Proposition de la commission

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des États



Al. 4
Maintenir

Art. 29 Abs. 2
Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 29 al. 2
Proposition de la commission
Maintenir

Müller-Altermatt Stefan (M-E, SO), für die Kommission: Wir befinden uns jetzt, wie von der Präsidentin erwähnt, in der dritten Differenzbereinigungsrunde dieser Stromreservevorlage. Nach der zweiten Differenzbereinigung sind fünf Differenzen geblieben. Die UREK beantragt Ihnen nun, drei davon auszuräumen.

Bei Artikel 8c Absatz 1 geht es um die Frage, wie die Pauschalabgeltung ausgestaltet werden soll, mit der die Kosten der Betreiber von Wasserkraftwerken für die Vorhaltung von Energie abgegolten werden. Die Kommission beantragt einstimmig, sich dem Ständerat anzuschliessen und die entgangenen Erlöse als Berechnungsgrundlage für diese Pauschalabgeltung zu nehmen und nicht mehr, wie in unserer vorherigen Fassung, den Umsatz des Unternehmens.

Bei Artikel 8l Absatz 6 Buchstabe a geht es um die Frage, unter welchen Voraussetzungen die Stromreserve auch ohne fehlende Markträumung abgerufen werden kann. Die Kommission hat beschlossen, das Wort "unmittelbaren" zu streichen, so, wie das der Ständerat auch schon getan hatte. Die Stromreserve darf bei Gefährdung des stabilen Netzbetriebes abgerufen werden, egal, wie mittelbar oder unmittelbar diese Gefährdung eben ist.

Artikel 8nbis Absatz 2 regelt die Sanktionshöhe, wenn die vereinbarte Reserve nicht vorgehalten wird. Die Kommission schliesst sich dem Ständerat auch hier an und will nicht mehr, dass bis zu 10 Prozent des Jahresumsatzes des Betreibers eingefordert werden können, sondern will sich an der Pauschalabgeltung orientieren. Wehtun soll es trotzdem.

Bei Artikel 8n Absatz 4 wollen wir an unserem Beschluss festhalten. Es geht um die Frage, ob von dieser Sanktion auch abgesehen werden kann, wenn das Vergehen aus Fahrlässigkeit begangen wurde. Wir sprechen hier von einer Verwaltungssanktion. Solche Verwaltungssanktionen sind bewusst ohne Schuldbegriffe wie Fahrlässigkeit konzipiert. Es geht nicht um die Strafverfolgung, welche aber zusätzlich auch möglich ist. Der Ständerat lag hier also juristisch systematisch falsch. Wir möchten dies nicht auch tun. Läuft in einem Verfahren etwas unsauber, wird eine Sanktion ausgesprochen. Der einzige Ausnahmegrund soll die Geringfügigkeit eines Vorstosses sein. Von diesem Prinzip möchte Ihre Kommission nicht abweichen. Sie hält deshalb am nationalrätlichen Beschluss fest.

Gleiches gilt für Artikel 29 Absatz 2. Auch hier möchte der Ständerat die Strafbarkeit bei Fahrlässigkeit aufheben. Man muss betonen, dass diese Aufhebung dann nicht nur die Stromreserve betreffen würde. Auch fahrlässige Handlungen in anderen Bereichen, die im Stromversorgungsgesetz im Zusammenhang mit der Entflechtung oder Verweigerung des Netzzugangs stehen, wären nicht mehr strafbar. Es wäre also inkonsistent mit der Gesetzgebung des Bundes, die identische Bestimmungen enthält, nach welchen auch eine fahrlässige Handlung strafbar ist. Diese Strafandrohung bei Fahrlässigkeit hat durchaus ihre Berechtigung. Sie soll den konkreten Vollzug des Stromversorgungsgesetzes durch sorgfältiges Handeln der Verantwortlichen sicherstellen. Deshalb möchten wir dort festhalten und die Fahrlässigkeit nicht ausschliessen.

Fazit: Ihre Kommission hat sich sehr verfahrensökonomisch verhalten. Sie hat keine Minderheitsanträge eingereicht, und wir werden unsere Beschlüsse heute einstimmig fassen. Natürlich wären wir noch verfahrensökonomischer gewesen, wenn wir allen Beschlüssen des Ständerates gefolgt wären. Aber dann wären wir inhaltlich falsch gelegen. Das wollten wir nicht. So schicken wir zwei Differenzen noch einmal in den Ständerat, in der Hoffnung, dass sich der Ständerat unserer juristisch korrekten Sichtweise anschliessen wird.

AB 2025 N 966 / BO 2025 N 966

Kolly Nicolas (V, FR), pour la commission: Nous traitons à nouveau, ce matin, de l'importante loi sur l'approvisionnement en électricité, en particulier du projet de loi sur la réserve hivernale. Nous examinons ce projet de loi pour la troisième et, je l'espère, dernière fois, en vue d'éliminer les dernières divergences qui demeurent avec le Conseil des États. Il demeure, après l'examen de ce projet par le Conseil des États le 5 juin dernier,





cinq divergences, que la CEATE-N a examinées lors de sa séance d'hier matin, 11 juin 2025.

La première divergence concerne toujours l'article 8c, par rapport à l'indemnité financière pour les participants à la réserve hydroélectrique. Lors de sa séance du 2 juin 2025, le Conseil national avait retenu la formulation tendant à ce que les participations à la réserve hydroélectrique soient indemnisées de manière forfaitaire par un montant fixé préalablement, cela en se fondant sur la situation du marché, en tenant compte de la différence de prix entre les mois d'hiver et les mois d'été et la valeur de la flexibilité.

Le Conseil des États a reformulé ces dispositions légales importantes, dans le but d'assurer une plus grande sécurité pour les propriétaires d'installations, en ajoutant une référence aux gains non obtenus. Notre commission s'est ralliée à l'unanimité à cette nouvelle formulation, qu'elle juge adéquate, afin que les participants à cette réserve soient correctement indemnisés et que le montant corresponde à la valeur effective de cette réserve.

La deuxième divergence concerne l'article 8l alinéa 6 lettre a chiffre 1. Notre commission s'est également ralliée à la version du Conseil des États, qui est celle du Conseil fédéral. La formulation retenue indique que le recours à la réserve est possible également "en cas de menace d'instabilité du réseau". Les explications qui nous ont été transmises ont convaincu la commission de se rallier à la formulation du Conseil des États, par 17 voix contre 8 et 0 abstention. La formulation que le Conseil national avait retenue allait plus loin, à savoir que c'était seulement "en cas de menace imminente" que cette possibilité était octroyée au Conseil fédéral. Or, en cas de contrôle a posteriori de l'utilisation de la réserve par le Conseil fédéral, cette formulation pouvait paraître trop restrictive.

J'en viens à la troisième divergence qui concerne l'article 8nbis alinéa 2 relatif au montant de la sanction en cas de manquement dans la participation à la réserve hydraulique. Pour rappel, la version du Conseil national était plus sévère, puisqu'elle prévoyait que le montant de la sanction pouvait atteindre au plus 10 pour cent du chiffre d'affaires réalisé. Notre commission s'est finalement ralliée, également à l'unanimité, à la formulation du Conseil des États pour éliminer là aussi cette divergence. Ainsi, le montant de la sanction sera malgré tout très sévère, puisqu'elle pourra atteindre au maximum le quintuple de l'indemnisation forfaitaire.

La quatrième divergence concerne l'alinéa 4 de l'article 8nbis. Par 19 voix contre 5, la CEATE-N maintient une divergence avec le Conseil des États. Cette disposition légale concerne les cas où l'Elcom ouvre une procédure. Le Conseil des États souhaite que l'Elcom y renonce lors d'un manquement de peu de gravité ou lorsque le manquement a été commis par négligence. Cependant, cette disposition n'est matériellement pas du droit pénal et, donc, l'intentionnalité ne joue aucun rôle. Il n'y a donc pas lieu d'y renoncer en cas de manquement grave, quand bien même ce manquement est consécutif à une négligence. Je vous invite à confirmer la décision de notre commission et à maintenir cette divergence en invitant fortement le Conseil des États à se rallier à notre formulation.

Enfin, la dernière divergence concerne l'article 29, qui est l'article qui contient les dispositions pénales. Le Conseil des États maintient sa volonté d'abroger purement et simplement l'article 29 alinéa 2, qui est la disposition pénale lorsque l'auteur a agi par négligence. La conséquence de cette abrogation ferait que l'ensemble de la loi ne punirait plus les infractions commises par négligence, puisque cette disposition légale ne concerne pas que les dispositions sur la réserve, mais toute la loi sur l'approvisionnement en électricité. Les conséquences de cette abrogation sont trop importantes aux yeux de notre commission et celle-ci, encore une fois à l'unanimité, maintient qu'il faut conserver cette disposition pénale. Là également, je vous invite à vous rallier à la décision de votre commission en invitant également le Conseil des États à s'y rallier afin d'éliminer cette divergence, permettant ainsi d'avoir un projet concordant entre les conseils.

Rösti Albert, Bundesrat: Ich möchte zuerst der Kommission danken, dass sie speditiv mithilft, dieses Geschäft dem Ende entgegenzubringen, indem sie bei drei materiellen Differenzen dem Ständerat gefolgt ist und diese damit ausräumt. Sie betreffen die Regelungen für folgende Sachverhalte: erstens die Pauschalabgeltung für Wasserkraftreserven nach Artikel 8c, zweitens den Abruf bei Gefährdung des Netzbetriebs nach Artikel 8l und drittens die Höhe der Sanktionen nach Artikel 8nbis Absatz 2. Ich bitte Sie, hier dem Beschluss des Ständerates und dem Antrag Ihrer Kommission zu folgen.

Erstens geht es bezüglich der Pauschalabgeltung der Wasserkraftreserve darum, dass die Betreiber Wasser als Notvorrat vorhalten und damit für die Absicherung der Stromversorgung eine wichtige Funktion erfüllen. Deshalb ist es angemessen, hier die entgangenen Erlöse oder die Opportunitätskosten zu vergüten und nicht nur auf die aktuelle Marktsituation abzustützen.

Zweitens muss der Bundesrat bei einer Gefährdung des stabilen Netzbetriebs den nötigen Spielraum haben, um eine Krise zu bewältigen oder abzufedern. Deshalb schliesst sich jetzt die Kommission dem Ständerat an, der dem Entwurf des Bundesrates zugestimmt hat. Dieser besagt, dass der Abruf von Reserven dann



erfolgt, wenn eine Gefährdung des stabilen Netzbetriebs besteht. Es muss nicht von einer "unmittelbaren" Gefährdung gesprochen werden. Das belässt genügend Flexibilität. Das Parlament darf darauf vertrauen, dass der Bundesrat den Abruf mit Augenmass, selbstverständlich nach Anhörung der zuständigen Stellen wie der Swissgrid oder des Bundesamtes für Energie, veranlasst.

Drittens soll die Höhe der Sanktion, die gemäss Beschluss des Ständerates maximal das Fünffache der Pauschalabgeltung beträgt, zu hohen Kostenfolgen führen. Dies wirkt präventiv, indem zu sorgfältigem Handeln angeregt wird, und im Falle einer Sanktion ist dies auch genügend wirksam. Deshalb können Sie hier auch gerne dem Ständerat folgen. So viel zu diesen ersten drei Punkten.

Bei den nächsten zwei Punkten bitte ich Sie ebenfalls, Ihrer Kommission zu folgen. Hier bleibt eine Differenz, und zwar beim Aspekt der Fahrlässigkeit. In Bezug auf Artikel 8nbis Absatz 4 möchte ich auf Folgendes hinweisen: Verwaltungssanktionen wurden bewusst ohne Schuldbegriffe wie "Fahrlässigkeit" konzipiert. Deren Einführung passt nicht ins System. Verwaltungssanktionen sind nicht strafrechtlicher Natur. Richtig ist es deshalb, nicht von "Strafverfolgung", sondern von "Verfahren" zu sprechen. In der Version des Ständerates müsste daher zumindest der Begriff "Strafverfolgung" durch "Verfahren" ersetzt werden.

Dann zu Artikel 29 Absatz 2: Der Ständerat will hier den Grundsatz gemäss Strafgesetzbuch, wonach das fahrlässige Begehen einer Tat strafbar ist, abschwächen, indem dafür keine Bussen mehr drohen sollen. Diese Streichung betrifft nicht nur die Stromreserve, sondern es wären auch fahrlässige Handlungen in anderen Bereichen des Stromversorgungsgesetzes im Zusammenhang mit der Entflechtung oder der Verweigerung des Netzzugangs nicht mehr strafbar. Die Strafandrohung für fahrlässiges Handeln soll aber gerade in den konkreten Vollzug des Stromversorgungsgesetzes eingreifen und zu sorgfältigem Handeln der Verantwortlichen führen bzw. dieses sicherstellen.

Das Festhalten Ihrer Kommission am Beschluss des Nationalrates respektive am geltenden Recht ist deshalb konsequent und stimmt auch mit der übrigen Gesetzgebung in diesen Bereichen überein.

Angenommen – Adopté

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Das Geschäft geht an den Ständerat zurück.

AB 2025 N 967 / BO 2025 N 967